

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/227
19 février 2003

(03-1058)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE III:3 DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

La délégation de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après.

1. Membre adressant la notification:

République de Pologne

2. Notification au titre de l'article:

Article III, paragraphe 3, de l'Accord général sur le commerce des services

3. Date d'entrée en vigueur:

22 août 2001

Durée:

Indéfinie

4. Organisme responsable de l'application de la mesure:

Office des brevets de la République de Pologne

5. Description de la mesure:

Mesure

- i) mode de fourniture visé par la mesure: présence commerciale et présence de personnes physiques;
- ii) effet sur le commerce des services: mesure de libéralisation;
- iii) incidence de la mesure sur les engagements énoncés dans la liste du Membre:

La Loi du 11 avril 2001 relative aux conseils en brevets énonce les principes et les conditions d'exercice de la profession de conseil en brevets et définit l'organisation et le champ de la pratique libérale de la profession.

./.

Selon la loi susmentionnée, la profession de conseil en brevets est réputée avoir une crédibilité publique.

Le conseil en brevet a pour fonction de fournir une assistance aux personnes physiques et morales et aux autres entités n'ayant pas la personnalité morale dans le domaine de la propriété industrielle.

Le conseil en brevets peut exercer au sein d'un cabinet de conseils en brevets, pour le compte d'un employeur et en vertu de contrats de droit civil, conformément aux conditions prévues par la loi.

Un conseil en brevets qui exerce au sein d'un cabinet ou en vertu de contrats de droit civil est tenu de contracter une assurance responsabilité civile couvrant les dommages causés lors de la fourniture des services en matière de propriété industrielle.

Pour exercer la profession de conseil en brevets, une personne doit:

- jouir de la pleine capacité d'établir des actes juridiques et de ses droits civils;
- être d'une moralité irréprochable;
- démontrer, par sa conduite passée, qu'elle peut exercer convenablement la profession;
- être titulaire d'un diplôme universitaire délivré par une faculté dont l'enseignement est utile pour la pratique de la profession de conseil en brevets, en particulier une faculté technique ou une faculté de droit;
- avoir achevé la formation de conseil en brevets dans les conditions prévues par la loi;
- avoir réussi l'examen de qualification devant la Commission d'examen.

En outre, toute personne exerçant la profession de conseil en brevets doit être de nationalité polonaise, ou si elle est d'une autre nationalité, doit démontrer qu'elle maîtrise la langue polonaise à l'écrit et à l'oral dans la mesure nécessaire pour exercer convenablement la profession.

Le droit d'exercer la profession de conseil en brevets est accordé à la date d'inscription au registre des conseils en brevets, qui est tenu par l'Office des brevets.

6. Membres spécifiquement affectés, le cas échéant:

Aucun

7. Texte à consulter:

Journal officiel du 11 mai 2001, n° 49, point 509.
